



**Jacques Valade**

Sénateur UMP de la Gironde

Président de la Commission des affaires culturelles du Sénat

## Les ingénieurs n'ont pas la place qu'ils méritent dans la communauté politique

LE PETIT DÉJEUNER du **club Lamennais** sur le thème de « la coopération entre Grandes Ecoles et Universités » – présidé par Noël Clavelloux, président du **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF)**, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la lettre **Horizons politiques** –, dont l'invité d'honneur était Jacques Valade, le président de la Commission des affaires culturelles du Sénat, tombait en pleine actualité. D'abord parce que notre hôte, l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, grand connaisseur de la Chine, partait le jour même avec le chef de l'Etat pour un voyage officiel de quatre jours en Chine populaire. Ensuite – heureux concours de circonstances –, parce que, le même jour, Patrick Hetzel, le recteur de l'académie de Limoges, remettait au Premier ministre un rapport dans lequel il propose qu'une partie du budget de chaque université dépende de sa capacité à insérer des étudiants dans le monde du travail.



Jacques Valade et Noël Clavelloux

De fait, après l'exposé du président de la Commission des affaires culturelles du Sénat, dans le riche dialogue qui s'est instauré avec les ingénieurs, il a été beaucoup question d'évaluation des enseignements universitaires avec ce constat consternant, révélé par le rapport Hetzel, selon lequel 80 000 à 100 000 jeunes, soit 20% des étudiants, sortent chaque année des universités sans le moindre diplôme.

L'ancien ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche n'a pas mâché ses mots en procédant à une sorte de mea culpa. « Je considère que la famille des ingénieurs et des scientifiques n'a pas la place qu'elle mérite dans la communauté publique, pour ne pas dire politique, française. Il est évident que la classe politique ne se souvient des universitaires, ingénieurs ou chefs d'entreprise que lorsque les dirigeants font des voyages à l'étranger. C'est ce que nous allons vivre encore avec Jacques Chirac lors de son déplacement en Chine populaire. Mais, le reste du temps, la classe politique tient à distance ceux qui constituent pourtant l'appareil productif », a-t-il souligné.

### La sélection et l'obligation du « tout venant »

Le président de la Commission des affaires culturelles du Sénat a dressé un « état des lieux » particulièrement clair et probant. Pour lui, la sélection pratiquée par les classes préparatoires aux Grandes Ecoles intervient lors des premières semaines, avec une évaluation de plus en plus organisée : une partie des jeunes gens intégrera les Grandes Ecoles, une autre ira dans les écoles d'ingénieurs et, enfin, une troisième n'aura aucune affectation précise. Au regard de cela, il y a la masse des bacheliers qui peuvent entrer dans les universités quelles que soient leurs spécialités, y compris ceux détenteurs d'un bac professionnel. « Il y a un recensement totalement décalé », souligne le sénateur de la Gironde. Lorsque les politiques déplorent les mauvais rendements universitaires et estiment qu'il n'est pas « supportable » d'avoir un rendement aussi mauvais, ils oublient de dire que, si l'on recrute le « tout venant », c'est parce que « la République le souhaite », insiste Jacques Valade. Imaginer une sélection, voire une orientation, dans le cadre de l'université, cela est considérée comme un « manquement à la règle démocratique, à la liberté et à l'obligation de fournir à tous, quelles que soient leurs origines et leurs capacités, la possibilité de s'élever ». Il n'est pas tout à fait exact de dire qu'il n'existe pas de sélection dans les universités, a toutefois précisé Jacques Valade, car, dans certaines disciplines « sérieuses » – juridiques, économiques, médecine, pharmacie –, il existe, selon lui, des moyens de distinguer les étudiants. Enfin, il y a les BTS qui dépendent de l'enseignement du second degré et les IUT, créés sous la pression de l'appareil productif français, qui exigent d'avoir des étudiants avec un baccalauréat mention « bien » ou « assez bien ». Or, beaucoup de ces bacheliers, qui empruntent les filières courtes, n'ont, selon lui, qu'une préoccupation : celle de réintégrer l'université. « Il y a là une situation qui débouche sur l'incohérence », a relevé l'ancien ministre.

### Coup de chapeau aux « pôles de compétitivité »

Le débat s'est animé lorsque l'invité d'honneur a mis en garde contre une tendance à réserver l'innovation aux ingénieurs et la recherche aux universitaires. « Dans un pays comme le nôtre, la recherche de base est totalement indispensable, a-t-il insisté. Ce n'est qu'à partir d'une recherche de base bien orientée par rapport aux nécessités du pays ou de la société que

l'on peut ensuite déboucher sur l'innovation, c'est-à-dire la traduction quotidienne permanente des fruits de la recherche vers l'industrie », a-t-il affirmé. Evoquant les manifestations de chercheurs qui ont marqué les deux précédentes années, Jacques Valade poursuit : « Avec beaucoup de retard, une loi sur la Recherche a été mise en place avec un rôle de l'Université sans doute magnifié par rapport à celui des Grandes Ecoles. Etait-ce anormal ? Je ne le crois pas, affirme-t-il, car la plus grande partie de la recherche est faite dans les universités. » Il a relevé que « dans le passé, la recherche avait été quasi absente, même dans les très grandes écoles comme Polytechnique ». Autre coup de patte rétrospectif, Jacques Valade estime que, lorsqu'il était au gouvernement, il aurait dû supprimer un certain nombre d'organismes comme l'Inra, l'Inserm, etc. « Il y a des moments où il faut tailler », s'est-il exclamé en se félicitant de la mise en place d'une Agence nationale d'évaluation en matière d'organismes de recherche. En revanche, le sénateur de la Gironde s'est montré plus optimiste sur le lancement des programmes régionaux et des pôles de compétitivité qui ont été l'occasion, selon lui, d'un « extraordinaire rapprochement entre le monde de l'entreprise, celui de l'enseignement supérieur et celui des universités ». « Il faut que l'Etat prenne le relais et joue son rôle, et donc que les moyens suivent », a-t-il insisté. Enfin, Jacques Valade s'est prononcé pour « une forme d'autonomie des universités avec des méthodes de fonctionnement très largement améliorées grâce à une orientation des étudiants, notamment au cours du premier semestre ».

### Ségolène Royal ? « Ce n'est pas raisonnable de... »

Interrogé sur la proposition de Ségolène Royal pour une « surveillance populaire des élus », l'ancien ministre s'est exclamé : « C'est une opération médiatique. Il est extrêmement dangereux de dire n'importe quoi. Ce n'est pas raisonnable de lancer une idée comme celle-là. Un petit relent de maoïsme ? », s'est-il interrogé en souriant.

A propos du « retour » d'Alain Juppé et de sa place dans la campagne présidentielle de 2007, Jacques Valade a assuré : « Je ne pense pas qu'il ait envie d'être désigné. En revanche, je peux vous garantir qu'il va intervenir dans le débat. Il a un message à délivrer sur la façon dont notre pays devrait se comporter vis-à-vis de l'étranger. » Pour preuve, il a indiqué qu'Alain Juppé ferait paraître prochainement un livre sur « la France dans le monde ». Si l'ancien Premier ministre a gardé tout son punch, c'est une certitude, Jacques Valade en a lui aussi à revendre !